

Veille ABJ au 24 février 2019

Vénézuela

Venezuela : la tension monte à la frontière entre partisans de Guaido et de Maduro - France TV Info - 23 février 2019

La situation au Venezuela s'envenime. La tension est à son paroxysme entre le président autoproclamé Juan Guaido, qui opère depuis la Colombie et le président en exercice Nicolas Maduro. Sur des postes frontaliers, des heurts entre manifestants pro-Guaido et forces de l'ordre ont fait 42 blessés. Ailleurs, un blindé vénézuélien a forcé un barrage, l'occasion pour les militaires de désertir. 20 d'entre eux ont ainsi manifesté leur allégeance à Juan Guaido. Dans un discours, ce dernier a appelé les forces armées du Venezuela à rejoindre le bon côté de la constitution.

Nicolas Maduro rompt les relations diplomatiques avec la Colombie. En représailles contre la Colombie, siège de l'action de Juan Guaido, il a déclaré, dans la soirée du samedi 23 février, qu'il rompt les relations diplomatiques avec ce pays.

https://www.francetvinfo.fr/monde/venezuela/venezuela-la-tension-monte-a-la-frontiere-entre-partisans-de-guaido-et-de-maduro_3205181.html

Au Venezuela, échec humanitaire mais victoire médiatique pour Juan Guaido - Le Monde - 23 février 2019

L'envoi de l'aide humanitaire souhaitée par l'opposant n'a finalement pas eu lieu, les camions ayant été bloqués aux frontières brésiliennes et colombiennes par l'armée.

Après avoir cru à une guerre éclair en espérant une « révolution des œillets vénézuélienne », où l'armée se serait peu à peu « rangée du bon côté de l'histoire », les opposants au régime de Nicolas Maduro ont opté, samedi 23 février, pour une guerre d'usure.

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/24/confusions-et-tensions-aux-frontieres-pour-le-coup-d-envoi-de-l-aide-humanitaire-au-venezuela_5427521_3210.html

Venezuela : l'aide humanitaire, un "cheval de Troie" contre Caracas ? - France Culture - 22 février 2019

A moins de 24h de l'entrée prévue de l'aide humanitaire internationale au Venezuela, c'est le suspens : face à ce qu'il estime être une ingérence, Nicolas Maduro a fait fermer les frontières. Un mois après que Juan Guaido s'est autoproclamé président, la guerre des légitimités va-t-elle dégénérer?

Samedi 23 février, une aide humanitaire sera envoyée par les Etats-Unis pour venir en aide à des millions de Vénézuéliens, empêtrés dans une crise économique et sociale dramatique. Les voisins sud-américains et l'Union Européenne ont participé à cette aide comportant de la nourriture, du matériel et des médicaments, d'une valeur de 100 millions de dollars. Pour le président Nicolas Maduro, il s'agit d'un "prétexte" pour une intervention militaire étrangère. Mais le président par

intérim Juan Guaidó compte faire entrer cette aide, malgré le soutien de l'armée au successeur d'Hugo Chavez.

Une ingérence humanitaire instrumentalisée ?

Ce jeudi 21 février, Juan Guaidó a rejoint la frontière avec la Colombie avec ses partisans pour acheminer l'aide humanitaire bloquée à la frontière colombienne. Le contexte est de plus en plus tendu, le gouvernement cible les lieux où se trouveront les volontaires et a déjà barré de conteneurs le pont de Tienditas reliant le Venezuela à la Colombie. Les vols et les voies maritimes sont suspendus avec l'île de Curaçao qui attend l'autorisation des autorités vénézuéliennes pour envoyer de l'aide humanitaire. Nicolas Maduro a ordonné jeudi 21 février la fermeture de la frontière terrestre avec le Brésil.

La situation reste donc paradoxale, d'autant que les objectifs de cette aide humanitaire ne sont pas clairement définis : la défense des droits de l'Homme est mise en avant mais cela ne convainc pas les alliés de Maduro, en particulier Moscou. Selon l'AFP, la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova a affirmé le 22 février les faits suivants : "Il y a des informations selon lesquelles des entreprises américaines et celles des alliés des Etats-Unis au sein de l'Otan étudient actuellement la question de l'achat d'une importante quantité d'armements et de munitions à un pays de l'Europe de l'Est, en vue de les remettre ensuite aux forces d'opposition vénézuéliennes."

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/venezuela-6>

Venezuela : L'opposition écarte N. Maduro du pouvoir avec l'approbation des Etats-Unis et de l'OEA - ActuLatino - 24 janvier 2019

Le chef de l'opposition, Juan Guaidó, s'est ainsi proclamé président du Venezuela « provisoire » rejetant ouvertement du pouvoir Nicolás Maduro et son gouvernement, une action aussitôt saluée par Donald Trump qui a très vite encouragé d'autres pays à saluer cette prise de pouvoir temporaire visant à destituer le président controversé, N. Maduro, de la tête du pays sud-américain.

En fait, presque toute l'Amérique latine et le Canada ont déjà annoncé qu'ils reconnaissent Guaidó comme « président du Venezuela ».

<http://www.actulativo.com/2019/01/24/venezuela-l-opposition-ecarte-n-maduro-du-pouvoir-avec-l-approbation-des-etats-unis-et-de-l-oea/>

Colombie

Colombie : Menaces sur le traité de paix en Colombie - Le Monde - 21 février 2019

La droite dure au pouvoir s'efforce d'empêcher la mise en œuvre de l'accord signé avec les ex-FARC. A la tête de la croisade régionale pour le rétablissement de la démocratie au Venezuela, le président colombien Ivan Duque semble plutôt tenté de laisser pourrir la paix dans son pays. L'accord signé en 2016 avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) a du plomb dans l'aile. Les guérilleros démobilisés jouent certes le jeu de la paix et de la démocratie. Mais, en position de force au Congrès, la droite dure continue de contester la légitimité du texte signé et tente, par action ou par inertie, d'en saborder les effets.

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/21/menaces-sur-le-traite-de-paix-en-colombie_5426264_3210.html

Colombie : Les indigènes du Chocó se mettent en marche pour revendiquer leurs droits à la capitale - Actu Latino - 03 décembre - 2018

Quelque 500 autochtones du département du Chocó, région de la frange Pacifique en Colombie, se sont rendus à Bogotá le mois dernier pour exiger des autorités du pays sud-américain le respect des accords gouvernementaux en matière de logement, de santé, d'éducation et surtout de sécurité.

La caravane des peuples autochtones appelée « Minga por la Vida » (« minga » qui signifie convocation générale en langue indigène), était composée de plus de 300 hommes, 100 femmes et 20 enfants appartenant à 30 communautés autochtones.

Dans une déclaration, l'ONIC (organisation de défense des peuples autochtones) a insisté sur le fait que les manifestants avaient pour but d'exiger le respect des accords convenus avec eux en août 2017 sous le gouvernement de l'ancien président, Juan Manuel Santos. Ils assurent que rien n'a été accompli comme convenu pour améliorer leurs conditions de vie et préserver leur intégrité physique.

<http://www.actulatin.com/2018/12/03/colombie-les-indigenes-du-choco-se-mettent-en-marche-pour-revendiquer-leurs-droits-a-la-capitale/>

Honduras

Au Honduras, l'exode pour seul horizon - Le Monde - 02 février 2019

Les caravanes de migrants en route pour les Etats-Unis fuient la misère, la violence et la répression politique de l'Etat d'Amérique centrale.

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/02/au-honduras-l-exode-pour-seul-horizon_5418349_3210.html

Au Honduras, sur la route des migrants disparus - Le Monde - 02 février 2019

Le secrétariat des affaires étrangères du pays a recensé 440 disparitions entre 2011 et 2018. « Ils pourraient être plus de 8 000 », assure le journaliste et opposant Bartolo Fuentes.

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/02/au-honduras-sur-la-route-des-migrants-disparus_5418196_3210.html

Le Honduras, un pays « pris en étau entre pauvreté extrême et ultraviolence » - Le Monde - 22 octobre 2018

Depuis la fin des années 1990, le pays est gangrené par des gangs devenus « entrepreneurs du crime », qui poussent les habitants à l'exil.

« Ils ne courent pas après le rêve américain, ils fuient le cauchemar hondurien. » C'est par ces mots que le politicien d'opposition hondurien Jari Dixon a commenté le périple de 7 000 de ses compatriotes, partis à pied de San Pedro Sula la semaine passée pour gagner les Etats-Unis. Lancée suite à un appel sur les réseaux sociaux, le cortège de migrants a d'abord franchi la frontière guatémaltèque avant de gagner le Mexique, vendredi 19 octobre.

https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/10/22/le-honduras-un-pays-pris-en-etau-entre-pauvrete-extreme-et-ultraviolence_5373056_3222.html

Bolivie

Roadtrip moto en Bolivie avec les Andes et le salar d'Uyuni au programme: un voyage moto du 3 au 13 avril 2019 à travers la Bolivie organisé par Moto Andina... pour nos adhérents les plus aventureux !

<http://www.lerepairedesmotards.com/actualites/2019/roadtrip-moto-bolivie.php>

Yémen

Yémen : accord sur le retrait des forces en présence à Hodeïda - Le Monde avec AFP et Reuters - 18 février 2019

Le gouvernement yéménite et les représentants de la rébellion houthiste se sont entendus sur la phase 1 du redéploiement de leurs forces.

Le gouvernement yéménite et les rebelles houthistes sont parvenus à un accord sur la première phase du redéploiement de combattants hors de la ville portuaire de Hodeïda (ouest), ont annoncé les Nations unies, dimanche 17 février, après deux jours de discussion dans la ville.

Les discussions étaient conduites par l'ex-général danois Michael Lollesgaard, chef de la mission d'observateurs de l'ONU chargée de faire appliquer la trêve entrée en vigueur le 18 décembre.

«Après des discussions longues mais constructives (...), les parties sont parvenues à un accord sur la phase 1 du redéploiement mutuel des forces », écrit l'ONU, précisant cependant qu'aucune date n'a été fixée pour le retrait.

« Les parties sont également parvenues à un accord de principe sur la phase 2 d'un redéploiement mutuel, qui dépendra de consultations à venir auprès de leurs directions respectives. »

La première phase prévoit un retrait des ports de Hodeïda, Saleef, Ras Issa et de parties de la ville où se trouvent des infrastructures humanitaires. Les premiers retraits de combattants de Hodeïda auraient dû intervenir deux semaines après l'entrée en vigueur de la trêve conclue en Suède. Si cette dernière est globalement respectée, selon l'ONU, des retards ont été pris dans le redéploiement des combattants comme dans un échange de prisonniers.

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/18/yemen-accord-sur-le-retrait-des-forces-en-presence-a-hodeida_5424662_3210.html